

## CONCLUSION

### L'ECLATEMENT DU MOUVEMENT BASQUE

Au moment où nous terminons ce travail, les socialistes espagnols viennent de remporter de façon éclatante les dernières élections législatives (octobre 1982). Après plus de 40 ans de totalitarisme, l'Espagne renouvelle donc le choix électoral qui fut le sien en 1936. En Pays Basque aussi, la situation semble se reproduire : un statut d'autonomie, laissant, comme celui de 1936, la Navarre à l'écart, a été voté ; le nationalisme continue à être la principale force mobilisatrice et électorale du pays<sup>1</sup> ; les disputes entre les nationalistes basques et les socialistes espagnols ont repris de plus belle, etc. De l'avis même de certains militants, « ce pays, qui fait certainement partie de ceux qui ont le plus remué durant ces 40 dernières années, demeure paradoxalement celui où les choses et les mentalités ont le moins changé »<sup>2</sup>

Nous espérons que ce travail aura contribué à démontrer le contraire

- Alors que le premier nationalisme basque (produit de la rencontre d'un nationalisme primitif porté par des couches sociales moyennes, xénophobes et déstabilisées par une brusque industrialisation, et d'un régionalisme autonomiste porté par une grande partie d'une nouvelle petite et [331] moyenne bourgeoisie industrielle) est avant tout un nationalisme ethnique, lié à la perception d'une essence, le nouveau nationalisme, apparu au cours des années soixante, est beaucoup plus un nationalisme politique lié à la perception d'une loi.

- Cette loi est, durant tout le franquisme, celle d'un état d'exception qui investit et réprime de façon non discriminatoire les habitants basques sous un mode différentiel en regard des autres provinces de l'Etat espagnol. Face à cette loi, se dégage peu à peu ce que nous avons nommé *la société souterraine basque* qui va adopter les symboles basques pour se dire et s'ériger en terrain perdu pour le pouvoir in du franquisme, il faut

---

<sup>1</sup> Aux dernières élections, et alors que le nombre d'électeurs a diminué, les nationalistes ont globalement gagné, au niveau des quatre provinces basques, plus de 44 000 voix par rapport aux précédentes élections législatives de 1979 (le P.N.V. passe de 360 819 à 395 656 et E.E de 78 260 à 100 326, tandis qu'H.B. régresse légèrement de 223 146 à 210 601 voix).

<sup>2</sup> I.52, Saint-Sébastien, octobre 1981.

parler, à propos de cette société souterraine, d'une véritable société civile nationale basque fortement transgressive au pouvoir.

- Le nouveau nationalisme que porte cette société n'est pas, contrairement au premier nationalisme, exclusif mais ouvert et englobant. Ceci est particulièrement repérable par son effort constant pour intégrer du social dans sa lutte, essentiellement le mouvement ouvrier, et par son attitude inédite envers les immigrés. Ces derniers ne sont plus rejetés et accusés, comme au début du siècle, de tous les maux dont pâtiissent les Basques, mais considérés comme des alliés potentiels de la lutte nationale basque et, dans tous les cas, comme de futurs citoyens basques.

- Mais la principale nouveauté, liée aux points déjà évoqués, de ces vingt dernières années, est celle de l'apparition d'un *mouvement basque*.

Contrairement à la plupart des commentateurs du « problème basque », qui parlent du mouvement basque en pensant au nationalisme basque en général, nous avons donné à ce terme un sens bien précis. Nous ne l'avons en effet employé qu'à deux reprises. La première en décrivant le « mouvement total » des années 1970-1976 dans lequel se rencontrèrent le mouvement de libération nationale basque, une protestation démocratique anti-franquiste (et dans une certaine mesure un mouvement révolutionnaire) et le mouvement ouvrier. La seconde, en parlant du mouvement anti-nucléaire basque qui réussit, durant les années 1978-1980, à fortement intégrer une exigence de souveraineté nationale, une exigence démocratique, et un mouvement anti-technocratique. Nous n'employons donc le terme *mouvement basque* que dans sa seule acception de : mouvement total intégrant un mouvement de type historique (national), de type politique (action démocratique ou révolutionnaire) et de type social (mouvement ouvrier ou anti-technocratique). Après avoir étudié sa généalogie et montré sa force, il convient, au terme de ce travail, de porter une réflexion sur ce qu'est devenu ce mouvement basque. [332]

Un mouvement aussi total ne peut exister sans un effort, sans un travail constant d'intégration des multiples composantes qui le définissent. Ce travail peut être extérieur ou intérieur au mouvement. Dans le cas du mouvement basque des années 1970-1976, le travail est double. D'un côté, l'action extérieure de la répression franquiste qui soude et unit, et de l'autre, l'action intérieure d'ETA qui exprime le mieux cette unité. C'est à

travers cette dialectique qu'il convient en particulier d'appréhender ce que nous avons appelé *l'effet ETA*.

L'étude des relations entre question nationale et mouvement ouvrier nous a permis de montrer comment la période de la Réforme fut celle de l'éclatement de la face cachée du mouvement basque, autrement dit de sa base la plus vaste sur laquelle se rencontraient jusqu'alors mouvement ouvrier, mouvement national et protestation démocratique.

L'ouverture démocratique, en permettant au mouvement ouvrier de se réorganiser de façon autonome, a en effet fait réapparaître le clivage fondamental entre lutte ouvrière et lutte nationale. D'un côté, les syndicats nouvellement réapparus, qu'ils prennent ou non la défense de la nation basque dans leurs statuts, sont peu enclins, dans la période de crise économique aiguë que connaît le Pays Basque, à mobiliser sur autre chose que sur des revendications spécifiquement ouvrières. De l'autre, le parti nationaliste majoritaire, le PNV, nettement polyclassiste et peu défini socialement (bien que mené par une partie de la classe dirigeante basque), ne peut mobiliser sur des thèmes propres à la classe ouvrière. Lorsqu'on sait que l'immense majorité de la classe ouvrière basque se reconnaît dans les trois syndicats majoritaires (E.L.A., U.G.T. et C.O.), et que la première force électorale basque est le PNV, on mesure le « taux de désintégration » du mouvement basque.

Mais celui-ci n'en disparaît pas pour autant. Il va en effet continuer sous la forme qui l'exprimait jusqu'alors : ETA, et ressusciter immédiatement après sous une nouvelle forme : le mouvement anti-nucléaire basque. [333]

Il fallait s'attendre à ce que la première ne disparaisse pas avec le processus, très lent en Pays Basque, de démocratisation : nous avons vu qu'ETA intégrait ses multiples composantes avec le thème de la révolution nationale. Or, cette révolution n'a pas eu lieu. Pour employer un terme en vogue au Pays Basque : il n'y a pas eu de rupture. Pour le mouvement révolutionnaire basque, on n'a assisté qu'à des aménagements formels d'une situation d'oppression : les forces de l'ordre, commandées par les mêmes responsables que durant le franquisme, continuent à réprimer et à torturer ; le centralisme de Madrid ne respecte même pas (L.O.A.P.A., etc.) le « petit statut

d'autonomie qui, jeté comme un os à un chien affamé »<sup>3</sup> et laissant la Navarre à l'écart, « se moque bien des libertés basques soldées par le PNV et EE »<sup>4</sup> ; les partis indépendantistes continuent à être interdits ; un demi-millier de détenus politiques basques sont toujours en prison, etc.

Ce mouvement est loin d'être minime : son côté semi-légal, la coalition électorale Herri Batasuna (HB) vient d'obtenir, au niveau des quatre provinces basques, 14 % des suffrages exprimés aux dernières élections d'octobre 1982. Et ce résultat prend une toute autre dimension si on sait que l'ensemble de sa campagne électorale fut articulée autour d'un appui inconditionnel à la lutte armée d'ETA militaire<sup>5</sup>. Au-delà de l'incidence de ses actions, cette dernière joue un rôle primordial au sein du mouvement : elle continue en effet à intégrer très fortement ses dimensions de l'intérieur. Il faut peut-être voir dans la récente recrudescence des actions armées d'ETA<sup>6</sup> la nécessité vitale pour le mouvement de compenser la diminution de sa force d'intégration externe (démocratisation, répression plus ciblée) par sa force d'expression et d'intégration interne. [334]

La seconde forme du mouvement qui « ressuscite » en 1978 est celle du mouvement anti-nucléaire basque. Plus qu'une simple protestation anti-nucléaire, nous avons vu qu'il s'agissait en fait de la reconduction, sous une autre forme, du mouvement basque total apparu sous le franquisme. Sa grande originalité réside certainement dans le fait que sa composante sociale n'a plus trait au mouvement ouvrier (dont le versant démocratique s'organise désormais de façon autonome par rapport au mouvement national), mais à des thèmes nettement post-industriels dans lesquels il faut lire l'amorce d'un mouvement social anti-technocratique. Par ailleurs, sa composante politique vise désormais moins l'ouverture démocratique que son approfondissement à travers la mise en place immédiate d'institutions véritablement représentatives et garantes des libertés de la société civile basque. La longue polémique du mouvement avec le Conseil Général basque d'abord, puis le Gouvernement basque, est là pour nous le rappeler. Pour nous

---

<sup>3</sup> Herri Batasuna (tract de la dernière campagne électorale)

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> Ce qui fait de ce mouvement un cas unique (hormis le Sinn Fein irlandais) en Europe. Ses dirigeants sont du reste à peu près tous poursuivis aujourd'hui pour apologie du terrorisme.

<sup>6</sup> 158 actions en 1982 (dont 41 attentats meurtriers, 2 enlèvements et 7 attaques au bazooka).

rappeler aussi que, pour ce mouvement, l'obtention d'un degré supérieur d'auto-gouvernement basque est synonyme d'une plus grande démocratie et d'un meilleur contrôle de la population sur les agissements des grandes organisations industrielles et de gestion. Ici aussi, c'est à partir de la dimension nationale que les thèmes politiques et sociaux sont intégrés.

La force et la détermination exceptionnelle avec laquelle la population basque portera, pendant près de trois ans, ce mouvement (constituant ainsi le mouvement anti-nucléaire le plus mobilisateur de la planète), s'estomperont devant, d'un côté la violence de la fermeture institutionnelle, et de l'autre l'intervention d'ETA. La conjonction de ces deux phénomènes pervertira le mouvement au point de le désintégrer et de le réduire à n'être plus qu'un pur rapport de forces historiques. Le thème de la violence réapparaît ici de lui-même dans toute son acuité, et l'on ne peut conclure sans l'évoquer.

Contre une solution de facilité, il faut réaffirmer ici que la violence en Pays Basque n'est pas unique (celle des terroristes), mais double. D'une part, la violence institutionnelle et policière de l'État, et de l'autre celle d'E.T.A. Les excès quotidiens de la première doivent être condamnés avec véhémence. [335] Il est inadmissible que, sous un régime démocratique, et désormais socialiste, les commissariats soient encore équipés en Pays Basque, de baignoires et d'électrodes ; qu'Amnesty International soit encore contrainte de rappeler chaque année le cas de centaines de militants basques torturés ; qu'une « loi anti-terroriste » permette d'arrêter (sans mandat d'inculpation et à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit) et de maintenir au secret pendant dix jours n'importe quel citoyen ; que des journalistes et parlementaires soient emprisonnés pour délit d'opinion ; que certaines manifestations soient systématiquement réprimées, etc. Il est par ailleurs inacceptable que le statut d'autonomie, signé il y a déjà plus de quatre ans, ne soit toujours pas appliqué dans son intégralité et constamment menacé d'être restreint.

Se fermer les yeux face à cette violence sous prétexte qu'elle peut « définitivement en finir avec le problème basque » serait la plus grande erreur que le nouveau gouvernement Gonzalez puisse faire. Ce serait en effet faire totalement fi de l'histoire basque des vingt dernières années et directement contribuer à reproduire ce qui donna précisément naissance à ce « problème », c'est-à-dire à une contre-violence politique.

Durant le franquisme, la violence d'ETA apparut aux yeux de tous comme une contre-violence. Une contre-violence d'autant plus légitime qu'elle était à la fois l'expression et le symbole du vaste mouvement basque des années 1970-1976. À la fin du franquisme, et bien qu'ayant chaque fois plus d'autonomie d'expression, il est difficile aux différentes composantes, désormais éclatées, de ce mouvement de condamner un type d'action (lutte armée) et un sigle (E.T.A) dans lesquels elles se sont reconnues pendant tant d'années. Condamnation d'autant plus difficile que les nouveaux moyens d'expression de ces composantes sont rendus précaires par une démocratisation en dents de scie et par une répression qui n'a pas cessé.

C'est manifestement à travers la composante nationale que le continuum entre la signification initiale de la lutte armée et son actualité est le plus fort. Le thème de la révolution prolétarienne n'aurait certainement jamais permis à ETA de maintenir une lutte armée. [336] La vitesse et l'ampleur avec laquelle les comités clandestins d'entreprise se transforment, durant la Réforme, en lieux de conflits institutionnalisés et majoritairement portés par des syndicats de type traditionnels, ainsi que le faible score du syndicat révolutionnaire LAB<sup>7</sup> l'indiquent bien. Si on ajoute à cela sa difficulté à continuer d'incarner, ou tout au moins de porter, dans la conjoncture actuelle, le thème démocratique, il semble bien qu'ETA, s'éloignant chaque jour de la figure initiale du mouvement basque qu'elle représentait sous le franquisme, se réduise à n'être plus qu'une pure organisation armée de libération nationale.

C'est peut-être pour échapper à cette réduction qu'ETA cherche à apparaître dans les principaux conflits sociaux du pays. Son intervention dans la lutte anti-nucléaire est à ce propos paradigmatique. Paradigmatique aussi la façon dont le mouvement basque, que cette lutte avait réussi à « ressusciter », s'est aussitôt après cette intervention transformée en un pur rapport de forces historique et militaire.

La sensation, désormais largement partagée, de crise, tant industrielle que du mouvement ouvrier, la vague des *pasotas*<sup>8</sup> recouvrant le reflux des nouveaux mouvements sociaux de la fin des années soixante-dix, la pauvreté du débat politique

---

<sup>7</sup> Il faut de plus indiquer qu'une bonne partie de ce score (5,87 % aux dernières élections syndicales) est certainement due au caractère indépendantiste de LAB, ce qui renforce encore notre remarque.

<sup>8</sup> Terme par lequel sont désignés les jeunes qui « se fichent désormais de tout », en particulier des mouvements sociaux et du nationalisme.

totallement perverti par l'obsédante « question du terrorisme », concourent à rendre encore plus visible l'éclatement du mouvement basque tel que nous l'avons défini plus haut. Gageons cependant que sa dispersion actuelle n'est que passagère, et qu'il saura puiser suffisamment de forces d'innovation dans ses composantes nationale, sociale et politique pour se recomposer autour d'un projet capable de porter l'avenir de ce pays.

[331]